

| | | | | | | | | | |
|-----------------------|-------------|----------------------------------|----------|--------|---|---|---------|------------|----------------|
| | | | | | les terres du lac | TOCC45-C2 / FR-41-200731 | | | |
| | | | | | 41230 SOINGS-EN-SOLOGNE | <div>cellnex</div> <div>Cellnex France Infrastructures 58, Avenue Emile Cohn BOULOGNE-BILLANCOURT 92100</div> | | | |
| DECLARATION PREALABLE | BE CDH | CDH TELECOM | 19/09/24 | 0.1 | DP1. PLAN DE SITUATION/CADASTRAL/VUE AERIENNE | | | | |
| MODIFICATIONS | DESSINATEUR | ENTREPRENEUR RESPONSABLE DU PLAN | DATE | INDICE | CI 175131 | SI SI160087 | TYPE DP | INDICE 0.1 | 19/09/2024 002 |
| | | | | | Propriété de CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES – Diffusion contrôlée | | | | |



Pictage de la zone d'implantation du pylône
(4^{ème} piquet non visible sur la photo)
Photographie prise le 16 Janvier 2025



Localisation de la zone d'implantation du
pylône

Photomontage de l'implantation du pylône
dans l'environnement proche



Photomontage de l'implantation du pylône dans
l'environnement lointain



| LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE À VOTRE DEMANDE (ARTICLE R.341-1 DU CODE FORESTIER) | | | |
|--|---|---|-------------------------------------|
| N° | Pièces | Dans quels cas fournir cette pièce ? | Pièce jointe |
| 1 | Plan de situation (extrait de carte au 1/25000 ^{ème} ou au 1/50000 ^{ème}) localisant les terrains à défricher et la commune la plus proche ; | Tous demandeurs | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 2 | Le ou les extraits des feuilles du plan cadastral contenant les parcelles concernées et précisant l'emprise des surfaces à défricher pour les besoins du projet (emprise du bâti, des aires de travail, des accès et stationnements, des réseaux de raccordement,...) ; | Tous demandeurs | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 3 | Attestation de propriété (relevé de propriété de moins de 6 mois délivré par les Services des Impôts Fonciers ou acte notarié à jour) ; | Tous demandeurs | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 4 | Échéancier prévisionnel des travaux de défrichement ; | Exploitant de carrière | <input type="checkbox"/> |
| Projets susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement : | | | |
| 5 | Évaluation des incidences Natura 2000. Cette évaluation peut être intégrée à l'étude d'impact ou à la demande d'examen au cas par cas ; | Défrichement impactant ou susceptible d'impacter un site Natura 2000 | <input type="checkbox"/> |
| 6 | <ul style="list-style-type: none"> Décision de l'Autorité environnementale portant dispense de la réalisation d'une étude d'impact après examen au cas par cas ; ou dans le cas contraire : Etude d'impact ; | Défrichement de 0,5 ha à moins de 25 ha | <input type="checkbox"/> |
| 7 | Étude d'impact ; | Défrichement à partir de 25 ha | <input type="checkbox"/> |
| Pièces justifiant de la maîtrise foncière des terrains : | | | |
| 8 | Les pièces justifiant de l'accord exprès du propriétaire des terrains (ou de son représentant mandaté) si ce dernier n'est pas le demandeur ; | Demandeurs non propriétaires (hors cas des pièces 9 et 10) | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 9 | Copie de la déclaration d'utilité publique ; | Si le demandeur peut bénéficier de l'expropriation pour cause d'utilité publique | <input type="checkbox"/> |
| 10 | Accusé de réception de l'envoi au propriétaire de la demande d'autorisation de défrichement ; | Si le demandeur bénéficie d'une servitude pour le transport ou la distribution d'énergie prévue au 1° du R341-1 du code forestier | <input type="checkbox"/> |
| Habilitation du signataire à déposer la demande : | | | |
| 11 | Mandat autorisant le mandataire à déposer la demande ; | Particuliers non propriétaires, indivisions | <input type="checkbox"/> |
| 12 | L'acte autorisant le représentant qualifié de la personne morale à déposer la demande (Délibération du conseil d'administration, extrait Kbis de moins de 6 mois,...) ; | Personne morale autre qu'une collectivité | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 13 | Délibération de l'assemblée délibérante autorisant son représentant à déposer la demande ; | Collectivité | <input type="checkbox"/> |
| ENGAGEMENTS ET SIGNATURE | | | |
| <p>Je soussigné (nom et prénom) : <u>Jalard François</u></p> <ul style="list-style-type: none"> certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ; certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes. <p>Au nom du demandeur indiqué en page 1 et pour son compte, je demande l'autorisation de procéder au défrichement des parcelles indiquées page 2 conformément au plan de délimitation joint à ma demande (pièce 2) et m'engage à respecter les conditions qui seront subordonnées à cette autorisation.</p> <p>Fait le _____ <i>cachet (le cas échéant) et signature du demandeur</i></p> | | | |
| MENTIONS LÉGALES | | | |
| La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données à caractère personnel vous concernant auprès de l'organisme qui traite votre demande. | | | |



MAIRIE de SOINGS-EN-SOLOGNE

1 route de Selles
41230

☎ : 02.54.98.73.28

Département du Loir et Cher

Cellnex France Infrastructure
58 avenue Emile Zola
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

SOINGS EN SOLOGNE, Le 04/10/2024

Objet : Demande d'autorisation de défrichement

Madame, Monsieur,

Vous m'informez que vous sollicitez une demande de défrichement dans la perspective des travaux d'implantation d'un pylône de radiotéléphonie sur la parcelle cadastrée E 113 appartenant à notre commune.

Je vous confirme qu'à votre demande et avec notre accord, j'autorise votre entreprise, Cellnex France Infrastructures, à déposer la demande de défrichement.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Bernard BIETTE
Maire de SOINGS EN SOLOGNE



[Signature of Bernard Biette]



FR-41.200781
Chuss

DÉCISION DE NON-OPPOSITION AVEC PRESCRIPTIONS SUR UNE DÉCLARATION PRÉALABLE

DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DEMANDE DP 041 247 24 U0029

de CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES représentée par Monsieur GUIOT Bertrand
demeurant 58 avenue Emile Zola 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Dossier déposé complet le 14 Octobre 2024
pour Construction et implantation d'un pylone treillis de radiotéléphonie, zone technique sur
dalle béton avec clôture grillagée 2 m de hauteur...
sur un terrain sis Les Terres du Lac, 41230 SOINGS EN SOLOGNE

LE MAIRE DE SOINGS EN SOLOGNE,

Vu la déclaration préalable susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'ex-Val de Cher Contr ols approuvé par délibération du
Conseil Communautaire du Val de Cher Contr ols du 30 juin 2021 et annulé par décision du Tribunal
Administratif d'Orléans du 04 juillet 2024,
Vu la délibération du Conseil Municipal de SOINGS EN SOLOGNE en date du 05 septembre 2007 approuvant
la carte communale, vu l'arrêté préfectoral n  2007.292.8 du 19 octobre 2007 approuvant la carte communale
de la commune de SOINGS EN SOLOGNE, vu l'arrêté communautaire de mise à jour du 05 juillet 2017,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du Val de Cher Contr ols du 23 septembre 2024 prescrivant
l laboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUI-H),

ARRÊTE

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions ci-
après :

- La présente autorisation ne préjuge pas de toute réglementation ou législation dont pourrait relever le
présent projet. Et notamment les travaux ne pourront pas commencer avant :
 - o L'obtention d'une autorisation de défrichement conform ment à l'article L.341-1 du code de
l'urbanisme (Cf. formulaire joint - document téléchargeable sur www.service-public.fr).
 - Une vérification de la conformité du défrichement prévu dans ce projet devra être
effectué.
 - Une expertise écologique préalable est requise pour identifier la présence éventuelle
d'arbres à cavité pouvant servir d'habitat aux chiroptères et à l'avifaune dans la zone de
travaux. Le défrichement devra être réalisé en dehors des périodes sensibles pour
l'avifaune et les chiroptères, afin de limiter l'impact sur ces espèces.
 - Des mesures de préservation devront être mises en place, notamment pour protéger les
habitats sensibles autour ou sur la zone de vie du chantier. En cas de détection d'arbres
  cavité, ceux-ci devront être conservés en priorité. Si un abattage est envisagé, une
dérogation au titre des espèces protégées devra être obtenue auprès de la DDT avant
toute intervention
 - o De recevoir l'aval :
 - De la Direction générale de l'Aviation civile : snia-ouest-ads-bf@aviation-civile.gouv.fr
 - De l'autorité militaire compétente :
dsae-dlrcam-sdrcam-nord.envaero.chef.fct@intradef.gouv.fr.



MAIRIE de SOINGS-EN-SOLOGNE

1 route de Selles
41230

  : 02.54.98.73.28

Département du Loir et Cher

Madame, Monsieur,

Je soussigné Bernard BIETTE, Maire de la Commune de SOINGS EN SOLOGNE, déclare sur l'honneur que,   ma
connaissance, les bois situés sur la parcelle cadastrée E 113, située Les Terres du Lac, 41230 SOINGS EN SOLOGNE,
n'ont pas été touchés par un incendie au cours des quinze dernières années, soit depuis le 20/01/2010.

Cette attestation est établie à SOINGS EN SOLOGNE le 20/01/2025.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,
Bernard BIETTE



MANDAT

Je soussignée Madame Valérie Bazaille,

Agissant en qualité de Responsable Patrimoine et Energie de la société BOUYGUES TELECOM,

Société anonyme au capital de 929 207 595,48 euros, dont le siège social est situé 37-39 rue Boissière
à Paris (75116), immatriculée sous le numéro 397 480 930 RCS Paris,

DONNE PAR LA PRESENTE A :

Monsieur François Malard,

Agissant en qualité de Responsable Déploiement Initial de la région Ouest de la société BOUYGUES
TELECOM,

Avec possibilité de subdéléguer tout ou partie de ses pouvoirs conférés au titre des présentes, à tout
prestaire de son choix et à lui donner mandat en ce sens,

TOUS LES POUVOIRS NECESSAIRES A L'EFFET DE :

- Négocier, au nom et pour le compte de CELLNEX, les conventions (ou autorisations) de droit
privé ou de droit public consentant à CELLNEX un droit d'occupation sur des emplacements
situés en France métropolitaine, hors zones très denses, pour le déploiement de sites « points
hauts » constitués d'éléments passifs d'infrastructures appartenant à CELLNEX et destinés à
accueillir les équipements actifs d'opérateurs de téléphonie mobile (dont BOUYGUES TELECOM)
nécessaires à la fourniture de prestations de services de télécommunications, et plus
généralement signer tous actes ou documents et effectuer toutes démarches ou formalités
afférents à la conclusion et à l'exécution desdites conventions (et autorisations) ;
- Constituer, déposer et signer, au nom et pour le compte de CELLNEX, les dossiers des demandes
d'autorisations administratives requises pour le déploiement desdits sites « points hauts » dont
elle est le maître d'ouvrage (tels que permis de construire, déclarations préalables, etc.), suivre
ces demandes et procéder aux diligences nécessaires pour obtenir lesdites autorisations
administratives, transférer des autorisations déposées et obtenues par BOUYGUES TELECOM au
bénéfice de CELLNEX, afficher les autorisations administratives obtenues et faire procéder à un
constat d'huissier de ces affichages en début et à l'expiration des délais de recours, et, en cas de
recours contre ces autorisations, coordonner le suivi de ces procédures, apporter l'assistance
nécessaire et communiquer toutes informations utiles au nom et pour le compte de CELLNEX ;

- Effectuer, au nom et pour le compte de CELLNEX, les démarches nécessaires auprès d'ERDF,
gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité sur la ou les communes concernées,
pour le raccordement du ou des sites dont elle est le maître d'ouvrage, et dans ce cadre, signer
au nom et pour le compte de CELLNEX les propositions de raccordement et, le cas échéant, les
conventions de raccordement, les contrats de raccordement, d'accès au réseau et d'exploitation
(CRAE) en cas de production de puissance de raccordement < 36 kVA, et procéder aux
règlements financiers relatifs auxdits raccordements.

Ce pouvoir entre en vigueur le 01 janvier 2025 et expirera automatiquement le 31 décembre 2025.

Pour faire et valoir ce que de droit,

Fait à Paris, le 20 décembre 2024,

En deux (2) exemplaires originaux

Signé par **Valérie Bazaille** le
20/12/2024 15:50



Valérie Bazaille
Responsable Patrimoine et Energie

CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES

Société par actions simplifiée au capital de 200.000 euros
Siège social : 58 avenue Emile Zola – Immeuble Ardeko – 92100 Boulogne-Billancourt
RCS Nanterre 917 813 487

MANDAT

JE SOUSSIGNÉ :

Monsieur **Bertrand Guiot**, agissant en qualité de Président de la société **CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES**, société par actions simplifiée au capital de 200.000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 917 813 487 au RCS de Nanterre, dont le siège social est situé au 58 avenue Emile Zola – Immeuble Ardeko – 92100 Boulogne-Billancourt,

DONNE PAR LA PRÉSENTE À :

La société **BOUYGUES TELECOM**, société anonyme au capital de 929 207 595,48 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 397.480.930 RCS Paris, dont le siège social est situé au 37-39, rue Boissière à Paris (75116), représentée par Monsieur **Jean-Paul Arzel**, Directeur Général Adjoint en charge de la Direction Technique, SI et Réseau, et Madame **Valérie Bazaille**, Responsable Patrimoine et Energie, dument habilités à l'effet des présentes,

TOUS LES POUVOIRS NÉCESSAIRES, CONFORMÈMENT AU CONTRAT DE DÉPLOIEMENT DE SITES POINTS HAUTS HORS ZONES TRÈS DENSES ENTRE BOUYGUES TELECOM ET CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES, À L'EFFET DE :

- Identifier, pour le compte de CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES, les emplacements en France métropolitaine, hors zones très denses, pour le déploiement des sites « points haut » constitués d'éléments passifs d'infrastructures appartenant à CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES et destinés à accueillir les équipements actifs d'opérateurs de téléphonie mobile (dont BOUYGUES TELECOM) nécessaires à la fourniture de prestations de services de télécommunications ;
- Négocier, au nom et pour le compte de CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES, les conventions (ou autorisations) de droit privé ou de droit public consentant à CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES un droit d'occupation et d'accès sur ses emplacements identifiés dans le respect de la politique immobilière convenue, et plus généralement entreprendre l'ensemble des démarches nécessaires pour aboutir à la signature desdites conventions ;
- Constituer, déposer et signer, au nom et pour le compte de CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES, les dossiers des demandes d'autorisations administratives requises pour le déploiement desdits sites « points hauts » dont elle est le maître d'ouvrage (tels que permis de construire, déclarations préalables, etc.), suivre ces demandes et procéder aux diligences nécessaires pour obtenir lesdites autorisations administratives, au bénéfice de CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES, afficher les autorisations administratives obtenues et faire procéder à un constat d'huissier de ces affichages en début et à l'expiration des délais de recours,
- En cas de refus d'autorisation ou de recours contre ces autorisations, initier, se constituer, coordonner et assurer le suivi de procédures au nom et pour le compte de CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES, apporter l'assistance nécessaire et communiquer toutes informations utiles ;
- Effectuer, au nom et pour le compte de CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES, les démarches nécessaires auprès d'ERDF, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité sur la ou les communes concernées, pour le raccordement du ou des sites dont elle est le maître d'ouvrage, et dans

CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES

Société par actions simplifiée au capital de 200.000 euros
Siège social : 58 avenue Emile Zola – Immeuble Ardeko – 92100 Boulogne-Billancourt
RCS Nanterre 917 813 487

ce cadre, signer au nom et pour le compte de CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES les propositions de raccordement et, le cas échéant, les conventions de raccordement, les contrats de raccordement, d'accès au réseau et d'exploitation (CRAE) en cas de production de puissance de raccordement < 36 kVA, et procéder aux règlements financiers relatifs auxdits raccordements.

Monsieur Jean-Paul Arzel et Madame Valérie Bazaille sont autorisés à subdéléguer tout ou partie de leur missions et pouvoirs à tout salarié de BOUYGUES TELECOM ou tout prestataire de leur choix et à leur donner mandat en ce sens.

La société BOUYGUES TELECOM est autorisée à sous-traiter tout ou partie des missions qui lui sont confiées aux prestataires de son choix et à leur donner mandat en ce sens.

Ce pouvoir entre en vigueur à la date de signature des présentes et expirera automatiquement le 31 décembre 2029 (étant précisé que la résiliation anticipée du Contrat de Déploiement de Sites Points Hauts Hors Zones Très Denses précité entraînera la résiliation du présent mandat).

Pour faire et valoir ce que de droit,

Fait à Paris le 27 octobre 2022

En un (1) exemplaire original électronique

DocuSigned by:

EA5061C5CC574F...

CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES
Bertrand Guiot
Président

DocuSigned by:

F8ED954E5C64B5...

BOUYGUES TELECOM
Jean-Paul Arzel
Directeur Général Adjoint
en charge de la Direction Technique, SI et Réseau

DocuSigned by:

187D2209FF843D...

BOUYGUES TELECOM
Valérie Bazaille
Responsable Patrimoine et Energie



Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 14 mars 2023

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro 917 813 487 R.C.S. Nanterre
Date d'immatriculation 25/07/2022
Dénomination ou raison sociale **Cellnex France Infrastructures**
Forme juridique Société par actions simplifiée
Capital social 950 000,00 Euros
Adresse du siège 58 Avenue Emile Zola Immeuble Ardeko 92100 Boulogne-Billancourt
Activités principales La conception, le déploiement, la détention, la gestion, la commercialisation, l'exploitation et la maintenance de sites d'accueil d'infrastructures actives de télécommunication ainsi que la fourniture de service en relation avec ces sites.
Durée de la personne morale Jusqu'au 25/07/2121
Date de clôture de l'exercice social 31 décembre
Date de clôture du 1er exercice social 31/12/2022

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Président du conseil d'administration

Nom, prénoms CUVILLIER Vincent
Date et lieu de naissance Le 12/06/1984 à Pontoise (95)
Nationalité Française
Domicile personnel 18B Rue de la Cerisaie 92150 Suresnes

Président

Nom, prénoms GUIOT Bertrand
Date et lieu de naissance Le 15/07/1972 à Aix-en-Provence (13)
Nationalité Française
Domicile personnel 200 Chemin des Sources 06250 Mougins

Membre du conseil d'administration

Nom, prénoms ARZEL Jean-Paul
Date et lieu de naissance Le 18/06/1962 à Luçon (85)
Nationalité Française
Domicile personnel 89 Avenue Thiebaut 78110 Le Vésinet

Membre du conseil d'administration

Nom, prénoms LECOQ Christian
Date et lieu de naissance Le 21/05/1967 à Cambrai (59)
Nationalité Française
Domicile personnel 7 Allée du Rouge-Gorge 91570 Bièvres

Membre du conseil d'administration

Nom, prénoms SERRA BALAGUE Isard
Date et lieu de naissance Le 17/01/1980 à Tarrega (ESPAGNE)
Nationalité Espagnole
Domicile personnel Passeig de la Guineu 91 . Sant Cugat del Vallès (ESPAGNE)

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination DELOITTE & ASSOCIES
Forme juridique Société par actions simplifiée
Adresse 6 Place de la Pyramide 92908 Paris La Défense Cedex
Immatriculation au RCS, numéro 572 028 041 RCS Nanterre

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement 58 Avenue Emile Zola Immeuble Ardeko 92100 Boulogne-Billancourt
Activité(s) exercée(s) La conception, le déploiement, la détention, la gestion, la commercialisation, l'exploitation et la maintenance de sites d'accueil d'infrastructures actives de télécommunication ainsi que la fourniture de service en relation avec ces sites.
Date de commencement d'activité 30/06/2022
Origine du fonds ou de l'activité Création
Mode d'exploitation Exploitation directe

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

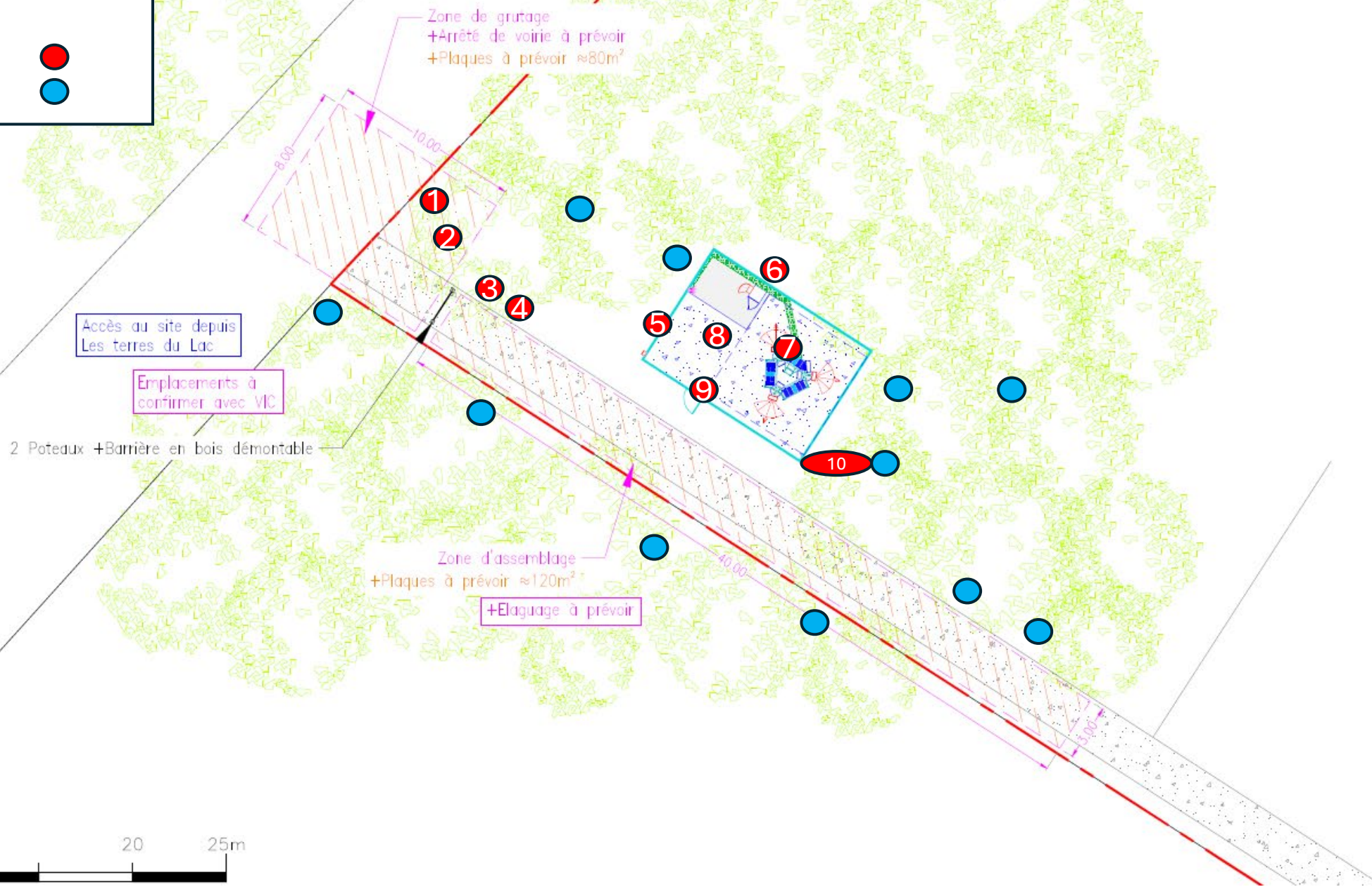
PLAN DES ARBRES A ABATTRE

Légende:

Arbre à abattre



Arbre à élaguer



ECHELLE: 1/250









Détail des arbres à abattre

- N°1 - sapin de diamètre environ 50cm
- N°2 - chêne de diamètre environ 50cm
- N°3 - châtaigné de diamètre environ 20cm
- N°4 - chêne de diamètre environ 60cm
- N°5 - chêne de diamètre environ 40cm
- N°6 - charme naissant
- N°7 - chêne de diamètre environ 40cm
- N°8 - charme naissant
- N°9 - charme naissant
- N°10 - chêne de diamètre environ 30cm